

Official News from Paris 1814

J. David Markham

The period of March and April of 1814 was chaotic to say the least. Napoleon raced unsuccessfully to defend Paris, the Allied Armies were destined to beat him there. The government left behind by Napoleon collapsed and Marie Louise left Paris with the King of Rome on 29 March. On 30 March, Napoleon's brother Joseph and the remaining loyal government officials left Paris as well. Coalition forces moved into Paris and Napoleon's fate was sealed.

During this time, the people of France were kept more or less informed of events through a variety of newspapers of varying sizes and quality. The document present here was probably produced in Paris and is clearly under control of the provisional government and the allies. It was produced in very early April and offers a very interesting look into what was happening during this time.

The engraving from my collection is dated June 24 1814. It was published in London and is said to be an engraving by Meyer after a painting by David.



This article was translated by Dr. Bill Chew III.

NOUVELLES OFFICIELLES.

Paris, le 31 mars.

Copie d'une note en date du 31 mars 1814,
adressée par le comte de Nesselrode à M. le
baron Pasquier, préfet de police.

Par ordre de S. M. l'Empereur, mon
maître, j'ai l'honneur de vous inviter, M. le
baron, à faire sortir de prison les habitans de
Coulommiers, MM. de Varennes et de Grim-
berg, détenus à Sainte-Pelagie, pour avoir
empêché de tirer sur les troupes alliées dans
l'intérieur de leur commune, et avoir sauvé
ainsi la vie de leurs concitoyens et leurs pro-
priétés.

S. M. désire également que vous rendiez à
la liberté tous les individus qui, par attache-
ment à leur ancien et leur légitime souverain,
ont été détenus jusqu'ici.

Vous voudrez bien, M. le baron, faire in-
sérer cette lettre dans tous les journaux.

Signé le comte DE NESSELRODE.

Paris, le 31 mars 1814.

M. le Baron,

J'ai l'honneur de vous adresser une procla-
mation que M. le maréchal prince de Schwart-
zenberg vient de publier au nom des puis-
sances alliées. Je vous ordonne de la faire
insérer dans tous les journaux, l'afficher aux
coins des rues, en un mot lui donner im-
médiatement la plus grande publicité possible.

Agréez l'assurance de ma considération dis-
tinguée.

Signé, le comte DE NESSELRODE.

« Habitans de Paris!

» Les armées alliées se trouvent devant Paris.
Le but de leur marche vers la capitale est
fondé sur l'espoir d'une réconciliation sincère
et durable avec elle. Depuis vingt ans l'Europe
est inondée de sang et de larmes. Les tenta-

tives faites pour mettre un terme à tant de mal-
heurs ont été inutiles, parce qu'il existe dans
le pouvoir même du gouvernement qui vous
oppresse un obstacle insurmontable à la paix.
Quel Français qui ne soit pas convaincu de
cette vérité!

» Les souverains alliés cherchent de bonne
foi une autorité salutaire en France, qui puisse
 cimenter l'union de toutes les nations et de
tous les gouvernemens. C'est à la ville de
Paris qu'il appartient, dans les circonstances
actuelles, d'accélérer la paix du Monde. Son
vœu est attendu avec l'intérêt que doit inspirer
un si immense résultat; qu'elle se prononce,
et dès ce moment l'armée qui est devant ses
murs devient le soutien de ses décisions.

» Parisiens, vous connaissez la situation
de votre patrie, la conduite de Bordeaux, l'oc-
cupation amicale de Lyon, les maux attirés
sur la France et les dispositions véritables de
vos concitoyens: vous trouverez dans ces exem-
ples le terme de la guerre étrangère et de la dis-
corde civile; vous ne sauriez plus le chercher
ailleurs.

» La conservation et la tranquillité de votre
ville seront l'objet des soins et des mesures
que les alliés s'offrent de prendre avec les au-
torités et les notables qui jouissent le plus de
l'estime publique: aucun logement militaire ne
péséra sur la capitale.

» C'est dans ces sentimens que l'Europe en
armes devant vos murs s'adresse à vous. Hâtez-
vous de répondre à la confiance qu'elle met
dans votre amour pour la patrie et dans votre
sagesse.»

Signé, le commandant en chef des armées alliées,
Maréchal prince DE SCHWARTZENBERG.

Paris, le 1.er avril.

DÉCLARATION.

Les armées des puissances alliées ont occupé
la capitale de la France. Les souverains alliés
accueillent le vœu de la nation française.

(2)

Ils déclarent :

Que si les conditions de la paix devaient renfermer de plus fortes garanties lorsqu'il s'agissait d'enchaîner l'ambition de Bonaparte, elles doivent être plus favorables, lorsque, par un retour vers un gouvernement sage, la France elle-même offrira l'assurance de ce repos.

Les souverains alliés proclament en conséquence :

Qu'ils ne traiteront plus avec Napoléon Bonaparte ni avec aucun de sa famille :

Qu'ils respectent l'intégrité de l'ancienne France, telle qu'elle a existé sous ses rois légitimes; ils peuvent même faire plus, parce qu'ils professent toujours le principe que, pour le bonheur de l'Europe, il faut que la France soit grande et forte.

Qu'ils reconnaîtront et garantiront la constitution que la nation française se donnera. Ils invitent par conséquent le sénat à désigner un gouvernement provisoire qui puisse pourvoir aux besoins de l'administration, et préparer la constitution qui conviendra au peuple français.

Les intentions que je viens d'exprimer me sont communes avec toutes les puissances alliées.

ALEXANDRE.

Par S. M. I.,

Le secrétaire d'Etat, comte de NESSELRODE.

Paris, 31 mars 1814, 3 heures après midi.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies est informée que beaucoup de militaires de tout grade sont dans ce moment à Paris, où ils ont été conduits soit par suite des événemens de la guerre, soit par le besoin de soigner leur santé altérée par de grandes fatigues ou d'honorables blessures.

Il ne suppose pas qu'ils puissent avoir cru un moment qu'il leur fût nécessaire de se cacher; dans tous les cas, il se plaît à déclarer en son nom et en celui de ses alliés, qu'ils sont libres, parfaitement libres, et que comme tous les autres citoyens français, ils sont appelés à concourir aux mesures qui doivent décider la grande question qui va se juger pour le bonheur de la France et du monde entier.

Signé, ALEXANDRE.

Par S. M. l'Empereur,

Le comte de NESSELRODE, secrétaire d'Etat.

Le duc de Vicence s'étant présenté auprès des souverains alliés, n'a pu parvenir à s'en faire écouter; ses propositions n'étaient pas celles que les puissances avaient droit d'attendre, surtout d'après la manifestation éclatante des sentimens des habitans de Paris et de toute la France. En conséquence le duc de Vicence s'est remis en route pour se rendre au quartier-général de Napoléon.

Du 2 avril.

SÉNAT CONSERVATEUR.

Extrait des registres du Sénat conservateur.

Séance du vendredi 1.^{er} avril 1814, après midi.

A trois heures et demie, les membres du Sénat se réunissent en vertu d'une convocation extraordinaire, sous la présidence de S. A. S. le prince de Bénévent, vice-grand-électeur.

La séance est ouverte par la lecture du procès-verbal de celle du 28 mars dernier.

Le Sénat en adopte la rédaction.

S. A. S. le prince vice-grand-électeur, président, prend ensuite la parole en ces termes :

SÉNATEURS,

« La lettre que j'ai eu l'honneur d'adresser à chacun de vous, pour les prévenir de cette convocation, leur en fait connaître l'objet. Il s'agit de vous transmettre des propositions. Ce seul mot suffit pour indiquer la liberté que chacun de vous apporte dans cette assemblée. Elle vous donne les moyens de laisser prendre un généreux essor aux sentimens dont l'ame de chacun de vous est remplie, la volonté de sauver votre pays, et la résolution d'accourir au secours d'un peuple délaissé.

« Sénateurs, les circonstances, quelque graves qu'elles soient, ne peuvent être au-dessus du patriotisme ferme et éclairé de tous les membres de cette assemblée, et vous avez sûrement senti tous également la nécessité d'une délibération qui ferme la porte à tout retard, et qui ne laisse pas écouler la journée sans rétablir l'action de l'administration, le premier de tous les besoins, pour la formation d'un gouvernement dont l'autorité formée pour le besoin du moment, ne peut qu'être rassurante. »

Le prince vice-grand-électeur ayant cessé de parler, diverses propositions sont faites par

(3)

plusieurs membres. La matière mise en délibération, le sénat arrête :

1.^o Qu'il sera établi un gouvernement provisoire chargé de pourvoir aux besoins de l'administration, et de présenter au Sénat un projet de constitution qui puisse convenir au peuple français.

2.^o Que ce gouvernement sera composé de cinq membres.

Procédant de suite à leur nomination, le sénat élit pour membres du gouvernement provisoire :

M. de Talleyrand, prince de Bénévent ;

M. le sénateur comte de Beurnonville ;

M. le sénateur comte de Jaucourt ;

M. le duc de Dalberg, conseiller-d'état ;

M. de Montesquieu, ancien membre de l'assemblée constituante.

Ils sont proclamés en cette qualité par le prince vice-grand électeur, président.

S. A. S. ajoute que l'un des premiers soins du gouvernement provisoire devant être la rédaction d'un projet de constitution, les membres de ce gouvernement, lorsqu'ils s'occuperont de cette rédaction, en donneront avis à tous les membres du Sénat, qui sont invités à concourir de leurs lumières à la perfection d'un travail si important.

Il est ensuite arrêté que l'acte de nomination du gouvernement provisoire sera notifié au peuple français par une adresse des membres de ce gouvernement.

Quelques sénateurs demandent que cet acte continue l'exposé des motifs qui ont déterminé le Sénat et rendu sa réunion indispensable.

D'autres membres demandent au contraire que les motifs fassent partie de l'adresse qui sera publiée par les membres du gouvernement provisoire.

Le Sénat adopte cette dernière proposition.

Un membre propose d'arrêter en principe, et de charger le gouvernement provisoire de comprendre en substance dans son adresse au peuple français,

1.^o Que le Sénat et le Corps-Législatif seront déclarés partie intégrante de la constitution projetée, sauf les modifications qui seront jugées nécessaires pour assurer la liberté des suffrages et des opinions.

2.^o Que l'armée, ainsi que les officiers et soldats en retraite, les veuves et officiers pensionnés, conserveront les grades, honneurs et pensions dont ils jouissent ;

3.^o Qu'il ne sera porté aucune atteinte à la dette publique ;

4.^o Que les ventes de domaines nationaux seront irrévocablement maintenues ;

5.^o Qu'aucun Français ne pourra être recherché pour les opinions politiques qu'il aurait pu émettre ;

6.^o Que la liberté des cultes et des consciences sera maintenue et proclamée, ainsi que la liberté de la presse, sauf la répression légale des délits qui pourraient naître de l'abus de cette liberté.

Ces différentes propositions, appuyées par plusieurs membres, sont mises aux voix par le prince vice-grand-électeur, président, et adoptées par le Sénat.

Un membre demande que pour concilier l'adoption de ces propositions avec la confiance due aux membres du gouvernement provisoire qui vient d'être établi, l'adresse au peuple français que feront les membres de ce gouvernement énonce qu'ils sont chargés de préparer une Constitution telle qu'il ne soit porté aucune atteinte aux principes qui font la base de ces propositions.

Le Sénat adopte cet amendement.

Le Sénat s'ajourne à ce soir neuf heures, pour entendre et adopter la rédaction définitive du procès-verbal et pour en signer individuellement l'expédition.

M. le sénateur, comte Barthélemy, ex-président du Sénat, est désigné pour présider en l'absence du prince vice-grand-électeur qui ne pourra se trouver à cette séance.

Il est arrêté qu'extraît du procès-verbal contenant la nomination des membres du gouvernement provisoire sera dès-à-présent expédiée sous la signature du président et des secrétaires.

Les sénateurs qui, faute d'avoir été avertis à temps, n'ont pu assister à la présente séance, seront de nouveau convoqués par le président pour la séance de ce soir.

Ces délibérations prises, le prince vice-grand-électeur lève la séance.

Du même jour 1.er avril 1814.

A neuf heures du soir, la séance est reprise sous la présidence de M. le sénateur comte Barthélemy.

Le Sénat entend la lecture et adopte, après quelques amendemens, la rédaction du procès-verbal de ce jour.

On demande que ce procès-verbal soit imprimé, et distribué au nombre de six exemplaires à chacun des membres du Sénat.

Cette proposition est adoptée.

(4)

Il est ensuite procédé par les membres présents à la signature du procès-verbal, ainsi qu'il suit:

Abrial; Barbé de Marbois; Barthelemy; Bayanne (de) M. le cardinal; Belderbusch; Berthollet; le général Beurnonville (le général comte); Buonacorsi; Carbonara; Chasseloup-Laubat (le général comte); Cholet; le général Coland; Cornet; Davous; Degregory-Marcorenge; le général Dembarere; Dèpère; Destutt-Fracy; le général d'Harville; d'Haubersaert; le général d'Hédouville; Dubois-Dubais; Emmery; Fabre - de - l'Aude; le général Ferino; Fontanes; Garat; Grégoire; Herwin; Jaucourt; Jourrain-Auber; le général Klein; Lejeas; Lambrechts; Sanjuinais; Lannoy; Lebrun de Rochemont; Lemercier; le général Lespinasse; Maleville; Meermann; Moubadon; Pastoret; Péré; Pontecoulant; Porcher; Rigal; Roger-Ducos; St-Martin de Lamotte; le général Sainte-Sazanne; Saur; Schimmelpenninck; le maréchal Serrurier; le général Soules; Tacher; le général Valence, (le général comte); le maréchal duc de Valmy; Vandeden; Vandepoll; le général Vaubois; Villetard; Vimar; Volney.

Les président et secrétaires,

Le prince DE BÉNÉVENT.

Le comte DE VALENCE, PASTORET.

Les membres absents pour cause de maladie ont envoyé leurs adhésions.

Paris, le 2 avril.

SÉNAT - CONSERVATEUR.

Messieurs les membres du gouvernement provisoire,

Le Sénat me charge de vous prier de faire connaître dès demain au peuple français que le Sénat, par un décret rendu dans sa séance de ce jour, a déclaré la déchéance de l'Empereur Napoléon et de sa famille, et délié en conséquence le peuple français et l'armée du serment de fidélité.

Cet acte vous sera adressé dans la journée de demain avec ses motifs et ses considérans. J'ai l'honneur de vous saluer,

Le président du Sénat,

Signé, BARTHELEMY.

Pour copie conforme,
Le secrétaire du gouvernement provisoire,
DUFOUR (de Nemours.)

Paris, 2 avril 1814, à 9 heures et demie du soir.

Rien n'est plus intéressant et plus touchant que ce qui s'est passé ce soir à l'audience que S. M. l'Empereur de Russie a donnée au Sénat.

Après avoir reçu les hommages de ce corps: « Un homme qui se disait mon allié, a dit: » l'Empereur Alexandre, est arrivé dans mes » Etats en injuste agresseur; c'est à lui que » j'ai fait la guerre et non à la France; je » suis l'ami du peuple français; ce que vous » venez de faire redouble encore ce sentiment; » il est juste, il est sage de donner à la » France des institutions fortes et libérales qui » soient en rapport avec les lumières actuelles. Mes alliés et moi nous ne venons que » protéger la liberté de vos décisions. »

L'Empereur s'est arrêté un moment; et S.

M. a repris avec la plus touchante émotion:

« Pour preuve de cette alliance durable que » je veux contracter avec votre nation, je lui » rends tous les prisonniers français qui sont » en Russie. Le gouvernement provisoire me » l'avait déjà demandé. Je l'accorde au Sénat, » d'après les résolutions qu'il a prises aujourd'hui. »

Le Sénat est sorti pénétré des sentimens de la plus vive reconnaissance et de la plus grande admiration.

ACTES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

ADRESSE AUX ARMÉES FRANÇAISES.

Paris, 2 avril 1814.

Soldats,

La France vient de briser le joug sous lequel elle gémit avec vous depuis tant d'années.

Vous n'avez jamais combattu que pour la patrie, vous ne pouvez plus combattre que contre elle, sous les drapeaux de l'homme qui vous conduit.

Voyez tout ce que vous avez souffert de sa tyrannie; vous étiez naguères un million de soldats, presque tous ont péri; on les a livrés au fer de l'ennemi sans subsistances, sans hôpitaux; ils ont été condamnés à périr de misère et de faim.

Soldats, il est tems de finir les maux de la patrie; la paix est dans vos mains, la refuserez-vous à la France désolée; les ennemis

(5)

mêmes vous la demandent ; ils regrettent de ravager ces belles contrées , et ne veulent s'armer que contre votre oppresseur et le nôtre. Seriez-vous sourds à la voix de la patrie, qui vous rappelle et vous supplie ; elle vous parle par son Sénat, par sa capitale et surtout par ses malheurs ; vous êtes ses plus nobles enfans, et ne pouvez appartenir à celui qui l'a ravagée, qui l'a livrée sans armes, sans défense, qui a voulu rendre votre nom odieux à toutes les nations, et qui aurait peut-être compromis votre gloire, si un homme qui n'est pas même Français, pouvait jamais affaiblir l'honneur de nos armes et la générosité de nos soldats.

Vous n'êtes plus les soldats de Napoléon, le Sénat et la France entière vous dégagent de vos sermens.

Signé, les membres du gouvernement provisoire, le prince de BÉNÉVENT, FRANÇOIS DE MONTESQUIOU, DALBERG, BEURNONVILLE, JAUCOURT.

Pour copie conforme,

Le secrétaire adjoint du gouvernement provisoire.

LABORIE.

Paris, le 3 avril.

ACTES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

Commissaires nommés par le gouvernement provisoire, pour :

La justice : M. Henrion de Pensey ;

Les affaires étrangères : M. le comte Laforêt, et M. le baron Durand, adjoint,

L'intérieur : M. le comte Beugnot, et jusqu'à son arrivée, M. Benoît ;

La guerre, en y réunissant l'administration de la guerre : le général Dupont ;

La marine : M. le baron Malouët, et jusqu'à son arrivée, M. Jurien ;

Les finances, le trésor et les manufactures et commerce : M. le baron Louis ;

La police générale : M. Anglés, maître des requêtes ;

Le secrétariat-général du gouvernement provisoire : M. Dupont (de Nemours), membre de l'Institut, et M. Roux de Laborie, avocat en la cour impériale, adjoint.

M. de Lavalette s'étant absenté, M. de Bourienne, ancien conseiller-d'état, est nommé directeur-général des postes.

Pour extrait conforme,

DUPONT (de Nemours).

SÉNAT CONSERVATEUR.

Extrait des registres du Sénat conservateur. — Séance du dimanche 3 avril 1814, présidée par M. le Sénateur comte Barthélemy.

A midi, les membres du Sénat se réunissent en vertu de l'ajournement porté au procès-verbal de la séance d'hier.

Le Sénat entend la lecture et approuve la rédaction de ce procès-verbal.

Il approuve pareillement la rédaction du procès-verbal relatif au transport et à la réception du Sénat chez S. M. l'Empereur de Russie.

A l'occasion de ce dernier procès-verbal, et de l'assurance donnée au Sénat par l'Empereur Alexandre de délivrer tous les Français prisonniers de guerre dans ses états, le Sénat, profondément touché de cet acte magnanime, qui doit rendre tant d'infortunés à leurs familles : arrête que le Gouvernement provisoire sera invité à prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer leur retour.

L'assemblée arrête également de consacrer dans ses registres le souvenir d'une si grande magnanimité.

Un membre demande que le procès-verbal dont il s'agit soit imprimé et distribué au nombre de six exemplaires, à chacun des sénateurs.

Cette proposition est adoptée.

L'assemblée, sur la proposition d'un autre membre, prend l'arrêté suivant :

Le Sénat rappelle dans son sein tous les sénateurs absens, excepté ceux dont la présence sera jugée utile dans les départemens.

Le présent arrêté sera transmis au Gouvernement provisoire pour l'exécution.

M. le président communique à l'assemblée plusieurs lettres qu'il a reçues de divers membres du Sénat. Quatre de ces lettres, écrites sous la date courante du 3 avril, contiennent l'adhésion des sénateurs d'Aboville, François de Neufchâteau, Lenoir-Laroche et Shée, aux mesures prises par le Sénat dans ses précédentes séances. Les sénateurs Lejeas, Legrand, Fallet-Barol s'excusent par trois autres lettres sous la même date de ne pouvoir, attendu leur état de maladie, assister aux séances du Sénat.

Le Sénat ordonne qu'il sera fait mention de ces lettres au procès-verbal.

L'ordre du jour appelle la rédaction définitive du décret rendu dans la séance d'hier.

M. le sénateur comte Lambrechts, chargé de cette rédaction, en présente le projet.

(6)

Il est, après deux lectures successives, renvoyé à l'examen d'une commission spéciale, formée des sénateurs Barbé-Marbois, de Fontanes, Garat et Lanjuinais.

Les commissaires se retirent pour cet examen dans la salle du Conseil. La séance est suspendue jusqu'à leur retour.

A quatre heures la séance est reprise. M. le sénateur comte Lambrechts donne lecture du projet revu et adopté par la commission spéciale.

Ce projet, mis aux voix par M. le président, est adopté par le Sénat dans les termes suivans :

Le Sénat-Conservateur,

Considérant que dans une monarchie constitutionnelle, le monarque n'existe qu'en vertu de la constitution ou du pacte social;

Que Napoléon Bonaparte, pendant quelque tems d'un gouvernement ferme et prudent, avait donné à la nation des sujets de compter pour l'avenir sur des actes de sagesse et de justice; mais qu'ensuite il a déchiré le pacte qui l'unissait au peuple français; notamment en levant des impôts, en établissant des taxes autrement qu'en vertu de la loi, contre la teneur expresse du serment qu'il avait prêté à son avènement au trône, conformément à l'art. 53 de l'acte des constitutions du 28 floréal an 12;

Qu'il a commis cet attentat aux droits du peuple lors même qu'il venait d'ajourner, sans nécessité, le Corps-Législatif, et de faire supprimer comme criminel un rapport de ce corps, auquel il contestait son titre et sa part à la représentation nationale;

Qu'il a entrepris une suite de guerres en violation de l'article 50 de l'acte des constitutions du 22 frimaire an 8, qui veut que la déclaration de guerre soit proposée, discutée, décrétée et promulguée comme des lois;

Qu'il a inconstitutionnellement rendu plusieurs décrets portant peine de mort, notamment les deux décrets du 5 mars dernier, tendant à faire considérer comme nationale une guerre qui n'avait lieu que dans l'intérêt de son ambition démesurée;

Qu'il a violé les lois constitutionnelles par ses décrets sur les prisons d'Etat;

Qu'il a anéanti la responsabilité des ministres, confondu tous les pouvoirs et détruit l'indépendance des corps judiciaires;

Considérant que la liberté de la presse établie et consacrée comme l'un des droits de la nation, a été constamment soumise à la censure arbitraire de sa police, et qu'en même tems il s'est toujours servi de la presse pour

remplir la France et l'Europe de faits controuvés, de maximes fausses, de doctrines favorables au despotisme, et d'outrages contre les gouvernemens étrangers;

Que des actes et rapports entendus par le Sénat ont subi des altérations dans la publication qui en a été faite;

Considérant qu'au lieu de régner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français, aux termes de son serment, Napoléon a mis le comble aux malheurs de la patrie, par son refus de traiter à des conditions que l'intérêt national obligeait d'accepter et qui ne compromettaient pas l'honneur français;

Par l'abus qu'il a fait de tous les moyens qu'on lui a confiés en hommes et en argent;

Par l'abandon des blessés sans pansemens, sans secours, sans subsistances;

Par différentes mesures dont les suites étaient la ruine des villes, la dépopulation des campagnes, la famine et les maladies contagieuses.

Considérant que par toutes ces causes, le gouvernement impérial établi par le sénatus-consulte du 28 floréal an 12, a cessé d'exister, et que le vœu manifeste de tous les Français appelle un ordre de choses dont le premier résultat soit le rétablissement de la paix générale, et qui soit aussi l'époque d'une réconciliation solennelle entre tous les Etats de la grande famille Européenne;

Le Sénat déclare et décrète ce qui suit :

Art. 1.^{er} Napoléon Bonaparte est déchu du trône, et le droit d'hérédité établi dans sa famille est aboli.

2. Le peuple français et l'armée sont déliés du serment de fidélité envers Napoléon Bonaparte.

3. Le présent décret sera transmis par un message au Gouvernement provisoire de la France, envoyé de suite à tous les départemens et aux armées, et proclamé incessamment dans tous les quartiers de la capitale.

Aucun autre objet ne se trouvant à l'ordre du jour, M. le président lève la séance.

Les président et secrétaires,

BARTHELEMY.

COMTE DE VALENCE, PASTORET.

CORPS-LÉGISLATIF.

Séance du 3 avril.

Le Corps-Législatif rénni en son palais et dans la salle ordinaire de ses séances, en vertu

(7)

de l'invitation que lui en ont fait faire ce jour MM. les membres composant le gouvernement provisoire, M. Félix Faulcon, vice-président, a occupé le fauteuil; MM. Bois-Savary, Laborde et Faure, secrétaires.

M. le président a fait lecture d'un arrêté du Gouvernement provisoire, en date du 2 de ce mois, par lequel il annonce que le Sénat a prononcé la déchéance de Napoléon Bonaparte et de sa famille, et a déclaré que les Français sont dégagés envers lui de tous liens civils et militaires, et de toute obéissance.

A cet arrêté, était jointe copie de la lettre écrite le même jour, soir, aux membres du Gouvernement provisoire, par le président du Sénat, pour lui annoncer cet acte.

Le Corps-Législatif, après avoir délibéré en séance secrète et en la forme accoutumée sur cette importante communication, a rendu la séance publique et pris l'arrêté dont suit la teneur.

Vu l'acte du Sénat du 2 de ce mois, par lequel il prononce la déchéance de Napoléon Bonaparte et de sa famille, et déclare les Français dégagés envers lui de tous liens civils et militaires, et de toute obéissance,

Vu l'arrêté du Gouvernement provisoire du même jour, par lequel le Corps-Législatif est invité à participer à cette importante opération,

Le Corps-Législatif, considérant que Napoléon Bonaparte a violé le pacte constitutionnel, Adhérant à l'acte du Sénat,

Reconnait et déclare la déchéance de Napoléon Bonaparte et des membres de sa famille,

Le présent sera transmis par un message au Gouvernement provisoire et au Sénat.

Signé, Félix Faulcon, président; Chauvin de Bois-Savary, D. Laborde, Faure, secrétaires; Aubert, Barrot, Botta, Boutelaud, Bruys-Charly, Caze de la Bove, Challan, Chappuis, Charles (Duhud), Chatenay-Lanty, Cherrier, Chirat, Clausel de Coussergues, Clement, Colchen, Dalmas, Dampmartin, Danzat, Delattre, Duchesne de Gillevoisin, Dorbach, Ebaudy de Rochetaille, Emeric-David, Emmercy, Estournel, de Palaiseau, Finot, Flaugergues, Fournier de Saint-Lary, de Fougerais, Gallois, Garnier, Geoffroy, Gerolt, de Girardin, Goulard, Gourlay, de Grote, Griveau, Jacobi, Janod, Jaubert, Lajard de la Seine, Lefeuvre, Lefebvre-Gineau, Delesné Harel, Louvet, Metz, Moreau, Morellet, Pemartin, Perèse, Petersen, Petit de Beauverger, Petit du Cher, Pictet Diodati, Poggi, Poyfère de

Cère, de Prunele, Ragon-Gillet, Raynonard, Rigaut de l'Isle, Rivière, Rossée, le baron de Septenville, Sylvestre de Sacy, Sturtz, Thiry, Travaglini, van Recum, Vigneron, Villiers, de Waldner-Freundstein.

L'impression de cet arrêté et sa distribution à six exemplaires à chacun des membres du Corps-Législatif ont été ordonnées.

Par une autre décision prise dans cette séance, MM. les députés doivent se rendre en corps auprès de LL. MM. l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse, à l'effet de leur présenter les hommages du Corps-Législatif.

COUR DE CASSATION.

Au Gouvernement provisoire, les membres de la Cour de cassation.

Nosseigneurs,

Nous nous empressons de vous adresser l'hommage de nos respects et de notre soumission.

Grâces soient rendues au Sénat d'avoir confié l'exercice de l'autorité publique à des hommes aussi distingués par leurs services et leurs talens.

Grâces lui soient rendues d'avoir détruit l'édifice du despotisme, et de vous avoir chargés d'élever sur ses ruines une constitution qui balance les pouvoirs, qui rende la paix à l'Europe, et fasse enfin jouir la France des droits sacrés de l'homme en société, de la sûreté des personnes et de celle des propriétés.

Puissions-nous bientôt jouir de cette constitution qui doit réparer tant de maux et sécher tant de larmes! Puissions-nous, après plus de vingt ans d'orages et de malheurs, trouver enfin le repos à l'ombre de ce sceptre antique et révérent, qui pendant huit siècles a si glorieusement gouverné la France!

Nosseigneurs, nous adhérons aux grandes mesures de salut public que le Sénat a décrétées dans ses séances mémorables du 1.^{er} et du 2 avril; elles ont exprimé le vœu des Français;

Paris, au palais de Justice, le 3 avril 1814.
Signé Barris, président; Giraud Duplessis, avocat-général; le chevalier Bouchau, Casseignes, Basire, Borel, Oudart, le chevalier Vasse de Saint-Ouen, Pajon, Jourde, avocat-général. Minier, Liborel, Le Coutour, avocat-général; Bussehop, Audier-Massillon, Liger de Verdigny, Chaste, Dutocq, Rataud, Babilie, Vallée, Gandon, Vergès, le baron Botton de Castellamonte, Carnot, Pons, avocat-général; Lombard, De Avemann, Zangiaccmi, L. B. Gene-

(8)

vois, Boyer, Bailly, Chabot de l'Allier, Lessier de Grandprey, Rousseau, Schwendt de Saint-Etienne, Cochart, De la Coste, Van Teulon.

J. B. JALBERT, greffier.

Paris, 5 avril.

S. M. l'Empereur de Russie, dès qu'elle a vu le changement dans le gouvernement français opéré par le sénat, et l'établissement du gouvernement provisoire, a fait proposer, au nom des puissances alliées, à Napoléon Buonaparte de se choisir un lieu et un établissement de retraite pour lui et sa famille; et M. le duc de Vicence a été chargé de lui remettre cette proposition. Elle a été principalement dictée aux puissances alliées par le désir d'arrêter l'effusion du sang, et la conviction que si elle était adoptée par Napoléon, l'œuvre de la paix générale et le rétablissement du repos intérieur de la France ne seraient plus que l'affaire d'un jour.

— Le corps municipal de Paris doit faire une députation au maréchal Marmont, pour le remercier des généreux efforts qu'il a faits pour défendre Paris, et le féliciter d'avoir donné l'exemple de l'obéissance au gouvernement qui vient de s'établir. Le maréchal Marmont est à Paris, et le corps de huit mille hommes qu'il commandait est arrivé à Versailles, où il reçoit les ordres du gouvernement provisoire.

— Ce matin, les maréchaux Mortier et Magdonald, et M. de Caulaincourt, ont été admis à l'audience de S. M. l'Empereur de Russie. Ils venaient proposer l'abdication de Buonaparte en faveur de son fils. Cette proposition n'a point été écoutée. Les puissances alliées, parmi lesquelles dès ce jour on doit compter la France, ont fait proposer à Buonaparte une retraite à l'île d'Elbe, et une pension annuelle de six millions pour lui et pour sa famille. Les maréchaux Mortier et Magdonald, M. de Caulaincourt, sont repartis ce soir pour Fontainebleau, où se trouve maintenant Buonaparte.

Adresse du gouvernement provisoire au peuple français.

Français,

Au sortir des discordes civiles, vous avez choisi pour chef un homme qui paraissait sur

la scène du monde avec les caractères de la grandeur. Vous avez mis en lui toutes vos espérances; ces espérances ont été trompées. Sur les ruines de l'anarchie il n'a fondé que le despotisme.

Il devait au moins par reconnaissance devenir français avec vous. Il ne l'a jamais été. Il n'a cessé d'entreprendre sans but et sans motif, des guerres injustes, en aventurier qui veut être fameux. Il a, dans peu d'années, dévoré vos richesses et votre population.

Chaque famille est en deuil; toute la France gémit: il est sourd à nos maux. Peut-être rêvet-il encore à ses desseins gigantesques, même quand des revers inouis punissent avec tant d'éclat l'orgueil et l'abus de la victoire.

Il n'a su régner ni dans l'intérêt national, ni dans l'intérêt même de son despotisme. Il a détruit tout ce qu'il voulait créer, et recréé tout ce qu'il voulait détruire. Il ne croyait qu'à la force; la force l'accable aujourd'hui, juste retour d'une ambition insensée.

Enfin, cette tyrannie sans exemple a cessé: les puissances alliées viennent d'entrer dans la capitale de la France.

Napoléon nous gouvernait comme un roi de barbares; Alexandre et ses magnanimes alliés ne parlent que le langage de l'honneur, de la justice et de l'humanité. Ils viennent reconcilier avec l'Europe un peuple brave et malheureux.

Français, le sénat a déclaré Napoléon déchu du trône; la patrie n'est plus avec lui: un autre ordre de chose peut seul la sauver. Nous avons connu les excès de la licence populaire et ceux du pouvoir absolu: rétablissons la véritable monarchie en limitant, par de sages lois, les divers pouvoirs qui la composent.

Qu'à l'abri d'un trône paternel, l'agriculture épuisée reflorisse; que le commerce chargé d'entraves, reprenne sa liberté; que la jeunesse ne soit plus moissonnée par les armes avant d'avoir la force de les porter, que l'ordre de la nature ne soit plus interrompu, et que le vieillard puisse espérer de mourir avant ses enfans! Français, rallions-nous: les calamités passées vont finir, et la paix va mettre un terme aux bouleversemens de l'Europe. Les augustes alliés en ont donné leur parole. La France se reposera de ses longues agitations, et, mieux éclairée par la double épreuve de l'anarchie et du despotisme, elle trouvera le bonheur dans le retour d'un gouvernement tutélaire.

(9)

Du 5 avril.

ACTES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

Le Gouvernement provisoire, apprenant avec douleur que des obstacles ont été mis au retour du Pape dans ses Etats, et déplorant cette continuation d'outrages dont on abreuve depuis si long-tems le chef courageux que l'Eglise redemande, ordonne que tout empêchement à son voyage cesse à l'instant, et qu'on lui rende dans sa route les honneurs qui lui sont dus.

Les autorités civiles et militaires sont chargées de l'exécution du présent décret.

Donné à Paris, le 2 avril 1814.

Par le Gouvernement provisoire,

Signé, DUPONT (de Nemours), secrétaire.

Le Gouvernement provisoire considérant combien il a été odieux en soi, et contraire aux conventions qui ont précédé le départ de S. M. le roi d'Espagne, de retenir à Perpignan son frère l'Infant D. Carlos, ordonne que ce prince soit reconduit le plus promptement possible, et avec tous les honneurs dus à son rang, jusqu'au premier poste espagnol.

Il est enjoint aux autorités civiles et militaires de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution du présent ordre.

Donné à Paris, le 2 avril 1814.

Par le Gouvernement provisoire,

Signé, DUPONT (de Nemours), secrétaire.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

Paris, 5 avril 1814.

Le commissaire au département de la guerre, a l'honneur d'inviter MM. les officiers et militaires français de tous grades et de toutes armées, qui desirent donner leur adhésion au nouveau Gouvernement, à remettre ou à adresser dans les bureaux du personnel de son ministère à Paris, leur déclaration avec indication de leur adresse.

Les déclarations qui seront remises directement dans les différens bureaux seront reçues depuis midi jusqu'à 4 heures.

Signé, le général comte DUPONT.

COUR DES COMPTES.

Aujourd'hui 5 mars 1814, tous les magistrats de la Cour étant réunis à la grand-chambre, sur la convocation du premier président : il a dit :

« MESSIEURS,

» Vous connaissez l'acte en date du 2 de ce mois, par lequel le Sénat a déclaré le peuple français dégagé de tous liens civils et militaires envers Napoléon Bonaparte.

» Le Corps-Législatif a donné son adhésion à cet acte; vous m'avez demandé de vous rassembler, de vous donner les moyens d'exprimer les sentimens que vous inspire ce grand événement, je m'empresse de satisfaire à votre impatience.

» Le Sénat a remis à des hommes dignes de la plus haute confiance, le soin d'arrêter le cours des maux qui font gémir la France depuis long-tems. Rendons des actions de grâces à ce Gouvernement provisoire dont la sagesse et le courage se signalent aujourd'hui avec tant d'éclat.

» Payons d'une reconnaissance immortelle l'acte de magnanimité le plus signalé dont les annales du Monde puissent garder le souvenir. L'Empereur de Russie console deux cent mille familles par le retour des Français malheureux que le sort des armes a mis en son pouvoir, et il hâte le moment fortuné qui nous rendra nos frères, nos amis, nos enfans.

» Des peuples qu'on s'efforçait de nous faire redouter comme ennemis, le Roi de Prusse et des princes réunis pour la plus belle des causes, ne marquent leur présence que par des témoignages et des preuves d'amitié. Ils sont aujourd'hui nos alliés, nos amis, et depuis long-tems nous n'avons été aussi libres qu'en présence de ces étrangers en armes.

» Joignons nos vœux à ceux que forment en ce moment tous les français, celui de voir renaître à l'ombre d'une sage constitution, ces jours de gloire et de prospérité, qui ont il-

(10)

lustré la France sous les princes qui l'ont gouvernée pendant huit siècles.

» De toutes parts se fait entendre le nom des Bourbons. Tous les vœux pressent leur retour, ils approchent. Un prince qui régnera par la constitution, la justice et les lois, nous sera bientôt rendu. Nous sommes libres d'exprimer les sentimens qui nous animent pour cette famille, que tant de titres ont rendue chère à la France, et de déclarer notre adhésion à toutes les dispositions faites par le Sénat pour assurer le bonheur de la nation française.

Par un mouvement unanime, les membres de la Cour ont demandé que le premier président voulût bien se rendre auprès du Gouvernement provisoire, l'organe des sentimens dont ils sont tous animés, lui faire la pleine et entière adhésion qu'ils donnent à toutes les mesures prises par le Sénat, par le Corps-Législatif et par le Gouvernement provisoire; que procès-verbal fut dressé du discours de M. le premier président et de la présente séance, et qu'en témoignage de cette adhésion, les membres de la cour fussent admis à signer ce procès-verbal, ce qui a été fait.

Au palais de la cour les jour et an que dessus.

Signé, Barbé-Marbois, premier président; Jarpavillier, Delpierre, Brière de Surgy, présidents; Feral, Dupin, Gounard, Regardin, le baron Girod de l'Ain, Pierre-Charles de Chassiron, Duvidal, Dallet, Cordelle, Pajot jeune, Perrée, Gillet la Jacqueminière, Carret, Letourneur, Mouricault, G. Malès, Valadon, Terrible, Guillemain de Vaires, Saint-Bagot, Briatte, Buffault, Caze Delabore, Sahut, Garnier, procureur-général; Guillaume, Spoelstra, Paulin Crassous, Duclos, de Gombert, Bouchard, Duriez, Perier de Trememont, Finot, Regardin jeune, Pajot, Garot, Prin, Bonnel, Hulin de Bois-Chevalier, Montet, Duchesne, Fourmontin, J. de Villeneuve, Courel, Farjon, Frestel, Roualle, Vial de Machurin, Dupont, Truet, Deleville, Carré, Michelin, Bralle, Parizot, Leferon Delaheuze, Beaulieux, L'huillier, Le Maître, Pierret,

Gillot, [C. Lewal, Darrin-jou, Dalbaret, Bayeux, Delaistre, Monfouilloux, Luzier-Lamothe, Pernot, Faucond, Bartouilli, Colleau, Pacquier, Boyer, Duparc, Mallet, Char-don, Duboy, Maillard, Le Roux, Allix, Libert, H. A. Adrenier, Maugirard, de Monchanin.

Pour copie conforme,

DE MARBOIS.

PRÉFECTURE DU DÉPART. DE LA SEINE:

Extrait du registre des décisions du conseil de préfecture, du 4 avril 1814.

Les membres du conseil de préfecture du département de la Seine, tous présents, M. Desroys, auditeur au Conseil-d'Etat, et le secrétaire, réunis en conseil à l'Hôtel-de Ville;

Considérant que le conseil de préfecture est la seule autorité purement départementale à Paris; que M. le préfet, M. le secrétaire-général et le conseil-général du département se sont prononcés avec le corps municipal, sur les grandes mesures qui préparent le terme de nos longues agitations politiques, et que le silence des membres du conseil de préfecture aurait un caractère d'indifférence contraire aux véritables sentimens de ses membres:

Déclarent qu'ils partagent la satisfaction publique pour la déchéance de Napoléon et de sa famille, et qu'ils attendent avec confiance de la sagesse du Sénat et du Gouvernement provisoire, le pacte constitutionnel qui doit nous rendre et fixer à jamais en France la race antique de nos Rois.

Signé, Marchand, Champion, Fain, Joubert et Leconte, Desroys et Bourcey, secrétaire.

BOURCEY, secrétaire.

COUR IMPÉRIALE DE PARIS.

La Cour impériale de Paris a pris l'arrêté suivant:

(11)

La Cour sentant tout le prix des efforts qui ont enfin délivré la France d'un joug tyrannique ;

Pénétrée de respect et d'admiration pour des princes augustes, modèles de désintéressement et de magnanimité ;

Exprimant aussi son profond amour pour la noble race des rois qui, pendant huit siècles, a fait la gloire et le bonheur de la France, et qui seule peut ramener la paix, l'ordre et la justice dans une patrie où des vœux secrets n'ont cessé d'invoquer le souverain légitime ;

Arrête qu'elle adhère unanimement à la déchéance de Bonaparte et de sa famille, prononcée par décret du Sénat, du 3 de ce mois ; et que, fidèle aux lois fondamentales du royaume, elle appelle de tous ses moyens le chef de la maison de Bourbon au trône héréditaire de Saint-Louis.

Ordonne que le présent arrêté sera imprimé, affiché, et adressé au commissaire du Gouvernement provisoire pour la justice.

Le premier président, signé SÉGUIER.

Le greffier en chef, signé DUPLÈS.

Les magistrats du parquet près la Cour impériale de Paris, pressés du besoin d'énoncer librement toute leur pensée sur les décrets du Sénat des 2 et 3 avril présent mois, concernant la déchéance de l'empereur Napoléon, et autres relatifs aux bases de la chartre constitutionnelle ;

Déclarent qu'ils adhèrent purement et simplement à tous ces actes et aux principes qui y sont contenus.

Ils expriment en même tems leur vœu formel pour que la royauté héréditaire soit déférée au chef de la maison de Bourbon, sur la garantie d'une constitution qui assure à jamais les droits de la nation, du monarque et des citoyens.

Le présent arrêté sera adressé en double minnte à S. Exc. le président du Sénat, à S. A. le prince de Bénévent, président de la commission du Gouvernement provisoire, et à S. Exc. le président du Corps Législatif.

Fait et arrêté dans l'assemblée du parquet, le 5 avril 1814.

Signé, Legoux, procureur-général; Grandst, premier avocat-général; Girod, de l'Ain, avocat-général; Freteau, Jaubert, Mallet, Legais, de la Palme, Dameuve, Gay, de Schoneu, Clahier, Agier, Lacave - la - Ploguer

Extrait du registre des délibérations de la chambre du collège des avocats à la Cour de Cassation, du 4 avril 1814.

Les membres composant le collège des avocats à la Cour de cassation, spontanément réunis au Palais de Justice ;

Déclarent qu'ils rendent grâces au Sénat et au Gouvernement provisoire de l'acte qui a délié les Français du serment d'obéissance et de fidélité à Napoléon Bonaparte et à sa famille.

Ils attendent avec impatience, ils appellent de tous leurs vœux la charte constitutionnelle qui doit désormais garantir la liberté publique, et rendre à la France les descendants d'Henri IV.

Signés, Champion, président; Mailhe, syndic; Darrieux, rapporteur; Mathias, secrétaire; Bosquillon, trésorier; Chabroud, Moreau, Camus, Loiseau, Cochu, doyen; Flusin, sous-doyen; Coste, Dupont, Pageaut, Gerardin, Becquey - Beaupré, Gueny, Lepicard, Deliége, Leroy Neufvillette, Guichard père, Guichard fils, Bouquet, Granié, Barbé, Troussel, Billont, Lavaux, Beranger, Camusat, Borrel, Jousset, Badin, Sirey, Roger, Montplanqua, Dupret, Dard, Huart-Duparc, Bouchereau, Lagrange, Raoul.

A. S. A. Mgr. le prince de Bénévent, président du Gouvernement provisoire.

Monseigneur,

Le corps de la gendarmerie de Paris, s'empresse de mettre sous les yeux de V. A. son adhésion à l'organisation du Gouvernement provisoire, et à toutes les mesures qu'il peut juger convenable de prendre pour le bien de la patrie. Les officiers et

(12)

les soldats rivaliseront de zèle pour mériter la confiance du Gouvernement, et s'en rendre tous les jours plus dignes.

Ils ont l'honneur d'être avec respect,

Monseigneur,

Les très-humbles, et très-obéissans serviteurs,

Signés : Bourgeois, colonel ; Alain, Dyonnet, Ducosay, d'Olendon, capitaines, etc. etc.

A S. A. Mg^e. le prince Bénévent, président du Gouvernement provisoire.

Monseigneur,

Les adjudans de la ville de Paris, sous les ordres du colonel de la gendarmerie, s'empressent de mettre sous les yeux de V. A. leur adhésion à l'organisation du Gouvernement provisoire, et à toutes les mesures qu'il peut juger convenable de prendre pour le bien de la patrie.

Ces adjudans rivaliseront de zèle pour mériter la confiance du Gouvernement et s'en rendre plus dignes chaque jour.

Ils ont l'honneur d'être avec le plus profond respect, Monseigneur, de V. A. les très-humbles et très-obéissans serviteurs.

Signé, Chevaud, Giraud, Gasson, Bougeard, l'Étang, Duret, Parratte, Collinet, Aubert, Monthouart, Giget, Maution, Pouget, Martin, Tonnelot, Tonnaille, Béguinot, Béguin, Vanloo, Delestres, Villedieu, Hubert, Chevain, Mathieu, Prolant, Roch, Nerrier, Durand, Lamy-Layourdelle, Baillet, Simonin, Sersuch, Knab, Garnier, Brière, Passeur, Tehecq, Duillard, John Livier, Rayard, Gallico Betiz, Bernard.

Paris, le 5 avril 1814.

— Le public est prévenu que l'immense quantité de lettres retenues depuis plus de trois ans dans le dépôt des rebus de l'administration des postes, tant celles venues de l'Angleterre et des autres pays

étrangers, que celles destinées pour ce pays, vont être expédiées à leur adresse.

Le directeur-général des postes, BOURRIENNE.

L'architrésorier assiste régulièrement aux conférences où l'on délibère sur la constitution monarchique que le gouvernement provisoire prépare à la France.

— M. le sénateur Sieyès, retenu par indisposition, a envoyé par écrit son adhésion à toutes les délibérations du sénat.

M. le sénateur comte Dedelay-d'Agier a envoyé son adhésion aux différens arrêtés du sénat, pris du 1.^{er} au 4 de ce mois, avec l'expression de ses regrets de ce que sa santé ne lui a pas permis d'assister aux séances.

— Les employés des différens ministères et des diverses administrations ont reçu l'ordre de reprendre leur fonctions, et les ont reprises. Ainsi les travaux de l'administration, qui avaient été suspendus pendant quelques jours, vont reprendre leur cours ordinaires.

Copie des lettres de créance de M. le Commissaire nommé par S. M. l'Empereur de toutes les Russies, pour résider près du gouvernement provisoire.

En m'éloignant de Paris, j'ai pensé qu'il était nécessaire de pourvoir aux moyens d'établir les relations les plus suivies et les plus fréquentes avec le gouvernement provisoire. J'ai à cet effet nommé mon général-major Pozzo di Borgo pour résider auprès de lui en qualité de commissaire-général.

Je vous invite, Messieurs, à ajouter foi à tout ce qu'il sera dans le cas de vous dire de ma part, et à me transmettre, par son entremise, toutes les communications que vous auriez à me faire. Il jouit de toute ma confiance, et la justifiera sûrement encore, dans cette occasion, en ne négligeant aucun moyen de cimenter les rapports de paix et d'amitié si heureusement établis entre la Russie et la France.

Recevez, Messieurs, l'assurance de mon estime.

Signé ALEXANDRE.

Paris, le... mars (4 avril 1814).

De l'Imprimerie du Journal.

Nouvelles Officielles [Official News]¹

Paris, 31 March 1814

Copy of a note dated 31 March 1814, addressed by Count Nesselrode to Baron Pasquier, Prefect of Police.

By order of H.M. the Emperor, my master, I have the honor of inviting you, Baron, to release from prison the inhabitants of Coulommier, Messieurs de Varennes and de Grimborg, detained in [the prison of] Sainte-Pélagie, for having prevented, within their municipality, the firing upon Allied troops, and thus having saved the lives and property of their fellow citizens.

H.M. also desires that you release all those individuals who, through their attachment to their previous and legitimate sovereign, have until now been detained.

You will be so kind, Baron, as to insert this letter into all the newspapers.

Signed, Count Nesselrode

Paris, 31 March 1814

I have the honor of sending you a proclamation that the Marshal, Prince of Schwartzenberg, has just published in the name of the allies. I command you to have it inserted in all the newspapers, have it affixed on the street-corners, in sum to immediately provide it with the greatest possible publicity.

Please accept the assurance of my distinguished regards.

Signed, Count Nesselrode

“Inhabitants of Paris!

The allied armies are at the gates of Paris. The goal of their march on the capital is founded on the hope of a sincere and durable reconciliation with her [the capital]. For twenty years Europe has been flooded with blood and tears. Previous attempts to put an end to so much misfortune have been in vain because, within the power of the self-same government

¹ Explanatory additions in [square brackets] are included by the translator for clarity.

that oppresses you, there remains an insurmountable obstacle to peace. No Frenchman could fail to be convinced by this truth!

The allied sovereigns, with good will, are looking for a *salutary authority in France*, one that could cement the union of all nations and all governments. Under the current circumstances, it must be in Paris that *World peace is sought out with all haste*. We await the answering of her prayer with the interest such a great result must inspire; may this Peace become manifest, and from that moment on the army outside the walls of Paris will become the solid support of all her decisions.

Parisians, you are aware of your fatherland's situation, of the conduct of Bordeaux, the friendly occupation of Lyon, the evils brought down on France and the true dispositions of your fellow citizens: among these examples you will find the terms *foreign war* and *civil discord* [translator's italics]; you couldn't find them elsewhere.

The preservation and tranquillity of your city shall be the object of the care and measures that the allies are taking with those authorities and notables of the highest public consideration: the capital will not have to bear any military quartering.

It is with these sentiments that *Europe in arms*, before your walls, addresses you. Make haste to respond to the trust she places in your love of fatherland and in your wisdom."

Signed, the commander-in-chief of the allied armies,
Marshal Prince of Schwartzenberg

Paris, 1 April.

Declaration.

The armies of the allied powers have occupied the capital of France. The allied sovereigns welcome the wishes of the French nation.

They declare:

That, should the terms of the peace include stronger guarantees with regard to putting in chains the ambitions of Bonaparte, they must be more favorable, since, with a return to wise and well-behaved government, France herself will provide the assurance of such repose.

Consequently, the allied sovereigns proclaim:

That they will no longer treat either with Napoléon Bonaparte or any member of his family:

That they respect the [territorial] integrity of old France, as it existed under her legitimate kings; they can even do more, because they continue to espouse the principle that, for the well-being of Europe, France must be large and strong.

That they will recognize and guarantee the constitution that the French nation will adopt. Consequently, they invite the Senate to design a provisional government able to meet the needs of administration, and to prepare the constitution suitable for the French people.

I share the intentions I have just expressed with the other allied powers.

ALEXANDER.

For H.I.M.,

The secretary of State, Count Nesselrode.

Paris, 31 March 1814, 3 P.M.

H.M. Emperor of all the Russias has been informed that many soldiers of all ranks are at this moment in Paris, where they have been brought either by the events of the war, or by the need to seek out some care for their health, altered by great fatigues or honorable wounds.

He does not suppose that they could have believed, for a moment, that they had to hide; in all cases, it is his pleasure to declare in his name and that of his allies, that they are free, perfectly free, and that, like all the other French citizens, they are called upon to contribute to the measures which must decide the great question that will determine the welfare of France and the entire world.

Signed, ALEXANDER

For H.M. the Emperor,
Count Nesselrode, *secretary of State*,.

The Duke of Vicence, having presented himself to the allied sovereigns, was not able to obtain a hearing; his propositions were not of the kind the powers were authorized to attend to, especially after the striking manifestation of sentiments expressed by the inhabitants of Paris and of all France. The Duke of Vicence therefore left to return to Napoléon's headquarters.

Of 2 April.

Conservative Senate

Extract from the registers of the Conservative Senate.

Session of Friday, 1 April, 1814, in the afternoon

At half past three, the members of the Senate convened, following an extraordinary convocation, under the chairmanship of H.S.H. the Prince of Bénévent, vice-grand-elect.

The session is opened with the reading of the minutes of that of 28 March past.

The Senate approves the minutes.

H.S.H. the prince vice-grand-elect, chairman, then takes the floor with the following words:

SENATORS,

“The letter that I had the honor of addressing to each of you, notifying you of this convocation, informed you of its purpose. It concerns the transmission, to you, of certain propositions. This word alone suffices to indicate the liberty each of you brings to this assembly. She [i.e. the assembly] will provide you the means with which to make a noble start, in response to the sentiments, the soul of which each and every one of you is filled, i.e. the will to save your country and the resolution to run to the aid of a forsaken people.

Senators, the circumstances, grave as they may be, cannot be above the firm and enlightened patriotism of all the members of this assembly, and you will all surely have equally felt the necessity of a deliberation with no delay whatsoever, one which will not let the day pass without re-establishing the activity of the administration, the premier of all needs, for the formation of a government, the authority of which, formed as it is by the needs of the moment, can only be re-assuring.

The prince vice-grand-elect, having relinquished the floor, various propositions are made by several members. The matter having been deliberated, the senate decides:

1. That a provisional government be established charged with meeting the needs of the administration, and of presenting to the Senate the draft of a constitution appropriate to the French people.

2. That the government be composed of five members.

Subsequently proceeding to their appointment, the senate elects as members of the provisional government:

M. Talleyrand, Prince of Bénévent;

M. Senator, Count of Beurnonville;

M. Senator, Count of Jaucourt;

M. Duc de Dalberg, councillor of state;

M. De Montesquiou, previously member of the Constituant Assembly.

They are proclaimed as such by the prince vice-grand-elect, chairman.

H.S.H. adds that, one of the first tasks of the provisional government of necessity being the redaction of a draft constitution, the members of the government, when they are busy with this draft, will inform the members of the Senate, who are invited to contribute their insights to the perfection of such an important task.

It is further decided that the act of appointment of the provisional government be announced to the French people in the form of an address by the members of this government.

Some senators request that this act include an explanation of the motives that determined the Senate and rendered its convocation indispensable.

Other members, however, request that the motives be part of the address to be published by the members of the provisional government.

The Senate adopts this last proposition.

One member proposes to decide, in principle, and to charge the provisional government to include, in substance, in its address to the French people,

1. That the Senate and Legislative Body be declared integral parts of the proposed constitution, excepting those modifications deemed necessary to assure the freedom of elections and opinions;
2. That the army, including pensioned officers and soldiers, widows and pensioned officers [sic], will be maintained in their ranks, honors and pensions;
3. That the public debt shall not be impinged;
4. That the sale of national domains shall irrevocably be maintained;
5. That no Frenchmen can be pursued for any political opinions he may have expressed;
6. That the freedom of religion and conscience shall be maintained and proclaimed, as also the freedom of the press, with the exception of the legal suppression of such crimes that might arise from the abuse of this freedom.

These various propositions, supported by several members, are put to the vote by the prince vice-grand-elect, chairman, and adopted by the Senate.

One member requests, in order to conciliate the adoption of these propositions with the trust due to the members of the provisional government just established, that the address to the French people to be made by the members of this government state that they are charged with preparing a Constitution in such manner that none of the principles at the basis of these proposition be impinged.

The Senate adopts this amendment.

The Senate adjourns until 9 P.M., so as to draft and adopt the final redaction of the minutes and to individually sign its expedition [to the members].

The Senator Count Barthélemy, ex-chairman of the Senate, is designated chair in the absence of the prince vice-grand-elect, chairman, who will be unable to attend this session.

The decision is taken to forthwith make known, under the signature of the chairman and secretaries, an extract of the minutes containing the appointment of the members of the provisional government.

Those senators who, having not been notified in time, could not attend the present session, will again be convoked by the chairman to attend this evening's session.

These deliberations having been made, the prince vice-grand-elect, chairman adjourns the session.

The same day, 1st of April, 1814

At 9 P.M. the session is resumed under the chairmanship of Senator Count Barthélemy. The Senate listens to and adopts, after several amendments, the draft of the minutes of the day.

The request is made [from the floor] that these minutes be printed, and six copies distributed to each of the members of the Senate.

This proposition is adopted.

Following this, the members present proceed to the signing of the minutes, as follows:

Abrial; Barbé de Marbois; Barthelemy; Bayanne (de) Cardinal; Belderbusch; Berthollet; General Beurnonville (count); Buonacorsi; Carbonara; Chasseloup-Laubat (general count); Cholet; general Colaud; Cornet; Davous; Degregory-Marcorenge; general Dembarere; Despère; Destutt-Fracy; general d'Harville; d'Haubersaert; general d'Hédouville; Dubois-Dubais; Emmery; Fabre de l'Aude; general Ferino; Fontanes; Garat; Grégoire; Herwin; Jaucourt; Jourain-Auber; general Klein; Lejeas; Lambrechts; Sanjuinai; Launoy; Lebrun de Rochemont; Lemerrier; general Lespinasse; Maleville; Meermann; Moubadon; Pastoret; Péré; Pontecoulant; Porcher; Rigal; Roger-Ducos; St.-Martin de Lamotte; Schimmelpenninck; marshal Serrurier; general Soules; Tacher; general Valence (general count); marshal duke of Valmy; Vandedeu; Vandepolt; general Vaubois; Villetard; Vimar; Volney.

The chairman and secretaries,

The prince of Bénévent.

The count of Valence, Pastoret.

Members absent due to illness have sent their consent.

Paris, 2 April.

Conservative Senate.

Gentlemen, members of the provisional government,

The Senate charges me with asking you to make known, from tomorrow, to the people of France, that the Senate, by a decree made in its session of today, has declared the forfeiture of rights of the Emperor Napoléon and of his family, and consequently released the French people and the army from its oath of fidelity.

This act will be transmitted to you tomorrow, with its motives and considerations.

I have the honor to greet you,

*Chairman of the Senate,
Signed, Barthelemy*

In attestation of true copy,
The secretary of the provisional government,

Dupont (de Nemours)
Paris, 2 April 1814, at 9:30 P.M.

Nothing is more interesting and touching than what transpired this evening at the audience given by H.M. the Emperor of Russia to the Senate. After having received the homage of this body;

“A man who called himself my ally, said: the Emperor Alexander arrived in my states as an unjust aggressor; it is against him that I waged war and not against France; I am the friend of the French people; what you have just done redoubles this sentiment yet again; it is right and wise to give France strong and liberal institutions in harmony with the current enlightened [spirit of the age]. My allies and I, we come only to protect the freedom of your decisions.”

The Emperor paused for a moment in his speech; and H.M. continued with the most touching emotion:

“As proof of the durable alliance I wish to contract with your nation, I return all the French prisoners in Russia. The provisional government has already requested this of me. I accord it to the Senate, following the resolutions it has taken today.”

The Senate departed filled with sentiments of the greatest gratitude and admiration.

Acts of the Provisional Government

Address to the French Armies.

Paris, 2 April, 1814.

Soldiers,

France has recently thrown off the yoke under which it has, with you; groaned for so many years.

You have never fought for the fatherland, you could no longer fight against it, under the banners of the man who leads you.

Behold all the suffering you have born under his tyranny; not long ago you were a million soldiers, almost all of whom have perished; they were delivered to the enemy sword with no provisions, no hospitals; they were condemned to perish of misery and hunger.

Soldiers, it is time to put an end to the misfortunes of the fatherland; peace is in your hands, would you refuse her [i.e. peace] to a desolated France; the enemies themselves make this request; they regret having ravaged your beautiful countryside, and only want to take up arms against your oppressor and ours. Would you be deaf to the voice of the fatherland, that reminds and beseeches you; she [i.e. her voice] speaks to you through her Senate, her capital, and above all her misfortunes; you are her most noble children; and could never

belong to him who has ravaged her, who delivered her without arms, without defense, who wanted to render your name odious to all nations, and who might perhaps have compromised your glory, if a man who isn't even French, could ever weaken the honor of our arms and the nobility or our soldiers.

You are no longer the soldiers of Napoléon, the Senate and all of France release you from your oaths.

Signed, *the members of the provisional government*, the prince of Bénévent, François de Montesquiou, Dalberg, Beurnonville, Jaucourt

In attestation of true copy,

The adjunct secretary of the provisional government.

Laborie.

Paris, 3 April

Acts of the Provisional Government

Commissioners appointed by the provisional government, for:

Justice: M. Henrion de Pensey;

Foreign affairs: count Laforêt, and baron Durand, adjunct;

Interior: count Beuguot, and until his arrival, M. Benoît;

War, combined with the war administration: general Dupont;

Navy: baron Malouët, and until his arrival, M. Jurien;

Finances, treasury, manufactories and commerce: baron Louis;

General police: M. Anglés, master of petitions;

General secretariat of the provisional government: M. Dupont (de Nemours), member of the Institute, and M. Roux de Laborie, barrister at the imperial court, adjunct.

M. de Lavallette having absented himself, M. de Bourienne, previously councillor of state, is appointed director-general of Posts [i.e. Postmaster General]

In attestation of true extract,

Dupont (de Nemours)

Conservative Senate

Extract of the registers of the Conservative Senate. – Session of Sunday, 3 April 1814, chaired by Senator count Barthélemy.

Due to the adjournment of the minutes-drafting of yesterday's session, the members of the Senate reconvened at noon.

The Senate listens to the reading of and approves the draft of the minutes.

It also approves the drafting of minutes relative to the transportation and reception of the Senate by H.M. the Emperor of Russia.

With regard to these last minutes, and to the assurance given the Senate by Emperor Alexander to return to the French all the prisoners of war in his states, the Senate, touched profoundly by this magnanimous act, which will reunite so many unfortunate men with their families: decides that the provisional Government shall be asked to take all measures necessary to hasten their return.

The assembly also decides to consecrate, in its registers, the memory of such great magnanimity.

One member requests that the minutes in question be printed and distributed, in six copies, to each senator.

This proposition is adopted.

The assembly, following the proposition of another member, takes the following decision:

The Senate recalls to its midst all absent senators, with the exception of those whose presence in the Departments shall be deemed useful.

The present decision will be transmitted to the provisional Government for execution.

The chairman communicates to the assembly several letters that he has received from various members of the Senate.

Four of these letters, written under the date of 3 April last, contain the consent of the senators d'Aboville, François de Neufchâteau, Lenoir-Laroche et Shée, to the measures taken by the Senate in its last sessions. The senators Lejeas, Legrand, Fallet-Barrol excuse themselves in three other letters of the same date, given the state of their health, from attending the Senate's sessions.

The Senate orders that these letters be mentioned in the minutes.

The order of the day calls for the final drafting of the decree rendered in yesterday's session.

The senator count Lambrecht, having been assigned the drafting, presents its plan.

After two successive readings, the plan is sent, for examination, to a special commission composed of senators Barbé-Marbois, de Fontanes, Garat and Lanjuinais.

The commissioners withdraw into the council room for the purpose of this examination. The session is suspended until their return.

The session reconvenes at four o'clock. Senator count Lambrechts reads the plan as revised and adopted by the special commission.

The project, put to a vote by the chairman, is adopted under the following terms:

The Conservative Senate,

Considering that in a constitutional monarchy, the monarch only exists by virtue of the constitution or social contract;

That Napoléon Bonaparte for a time, with a firm and prudent government, gave the nation reasons to count on the future with regard to acts of wisdom and justice; but that he subsequently tore to shreds the pact that united him with the French people; notably by raising taxes, by establishing extra-legal taxes, against the express terms of the oath taken on his accession to the throne, in accordance with art. 53 of the acts of the constitutions of 28 floréal Year 12.

That he has committed this crime against the rights of the people, having just adjourned, unnecessarily, the Legislative Body, and having suppressed, as criminal, a report of this body, whose title and role in national representation he contested;

That he undertook a series of wars in violation of article 50 of the act of the constitutions of 22 frimaire year 8, which requires that the declaration of war be proposed, discussed, decreed and promulgated just as laws are;

That he has unconstitutionally delivered several decrees relative to capital punishment, namely the two decrees of 5 March last, so as to consider as national a war that only took place to meet his interest and unlimited ambition;

That he violated the constitutional laws with his decrees on State prisons;

That he destroyed ministerial responsibility, confused all powers and destroyed the independence of the judiciary corps;

Considering that the freedom of the press, established and consecrated as one of the rights of the nation, has constantly been submitted to the arbitrary censorship of his police, while at the same time he has always used the press to fill France and Europe up with contrived facts, false maxims, doctrines promoting despotism, and outrages against foreign governments;

That acts and reports heard by the Senate have been subjected to alterations in their subsequent publication;

Considering that instead of reigning strictly in the interest, following the terms of his oath, of the welfare and glory of the French people, Napoléon took the misfortunes of the fatherland to new heights, by his refusal to treat under conditions that the national interest obliged [him] to accept and that did not compromise the French honor;

By the abuse he has made of all means of men and money entrusted in him;

Through the abandonment of wounded without bandages, help or subsistence;

By various measures, the results of which were the ruin of town, the depopulation of the countryside, famine and contagious diseases;

Considering that, for all these reasons, the imperial government, as established by the senatorial decree [sénatus-consulte] of 28 floréal year XII, has ceased to exist, and that the manifest desire of all the French calls for an order of things of which the first effect should be the return to the general peace, and that it also be the epoch of a solemn reconciliation between all the States of the great European family;

The Senate declares and decrees as follows:

Art. the first. Napoléon Bonaparte forfeits his throne, and the right of heredity in his family is abolished.

2. The French people and army are released from their oath of loyalty to Napoléon Bonaparte.

3. The present decree shall be transmitted via message to the provisional Government of France, subsequently sent out to all departments and armies, and proclaimed at once in all quarters of the capital.

No other object being on the order of the day, the chairman adjourned the session.

The president and secretaries,
Barthélemy,
Comte de Valence, Pastoret

Legislative Body.
Session of 3 April.

The Legislative Body convened in its palace and in its normal chambers for its sessions, by virtue of the invitations made to it this day by the members of the provisional government, Félix Faucon, vice-chairman, who took the chair, and the secretaries Bois-Savary, Laborde and Faure.

The chairman read a decree of the provisional Government, dated the 2nd of this month, whereby it announces that the Senate has pronounced the forfeiture of rights of Napoléon Bonaparte and his family, and declared that the French are relieved of all civil and military ties to him, and of all obedience.

This decree was accompanied by the copy of a letter written that same day, in the evening, by the chairman of the Senate, informing it [the Legislative Body] of this decree.

The Legislative Body, after having deliberated in closed [“secrète”] session and in the customary form, over this important communication, subsequently made the session public and adopted a decree along the following lines.

Given the act of the Senate of the 2nd of the month, by which it declares the forfeiture of all rights of Napoléon Bonaparte and his family, and declares the French free of all civil and military bonds with, and all obedience towards him,

Given the decree of the provisional Government of the same day, by which the Legislative Body is invited to participate in this important operation,

The Legislative Body, considering that Napoléon Bonaparte has violated the constitutional pact,

And in accordance with the act of the Senate,

Recognizes and declares the forfeiture [of all rights] of Napoléon Bonaparte and his family,

The present decision shall be transmitted by message to the provisional Government and Senate.

Signed, Félix Faulcon *chairman*; Chauving de Bois-Savary, D. Laborde, Faure, *secretaries*; Aubert, Barrot, Botta, Boutelaud, Bruys-Charly, Caze de la Bove, Challan, Chappuis, Charles (Duhud), Chatenay-Lanty, Cherrier, Chirat, Clausel de Coussergues, Clement, Colchen, Dalmayssy, Dampmartin, Danzat, Delattre, Duchesne de Gillevoisin, Dorbach, , Ebaudy de Rochetaille, Emeric-David, Emmerly, Estournel, de Falaiseau, Finot, Flaugergues, Fornier de Saint-Lary, de Fougerais, Gallois, Garnier, Geoffroy, Gerolt, de Girardin, Goulard, Goulay, de Grote, Griveau, Jacobi, Janod, Jaubert, Lajard de la Seine, Lefeuvre, Lefebvre- Gineau, Delsné Harel, Louvet, Metz, Moreau, Morellet, Pemartin, Perèse, Peterseu, Petit de Beauverger, Petit du Cher, Pictet Diodati, Poggi, Poyfère de Cère, de Prunele, Ragon-Gillet, Raynonard, Rigaut de l'Isle, Rivière, Rossée, le baron de Septenville, Sylvestre de Sacy, Sturtz, Thiry, Travaglini, van Recum, Vigneron, Villiers, de Waldner-Freudenstein.

The printing and distribution of this decree in six copies to each member of the Legislative Body have been ordered.

Following another decision taken during this session, the deputies will proceed, as a body, to render homage to Their Majesties the Emperor of Russia and the King of Prussia.

Court of Cassation.

To the provisional Government, the members of the Court of cassation,

Our lords,

We hasten to render unto you our homage and the respects of our submission.

Thanks be given to the Senate for having confided the exercise of the public authority to men so distinguished by their services and talents.

Thanks be given the Senate for having destroyed the edifice of despotism, and of having charged you with erecting, on the ruins, a constitution that will balance the powers, give Europe peace, and finally let France enjoy the sacred rights of man and society, the security of persons and property.

Oh that we may soon enjoy this constitution which will make good so many misfortunes and dry so many tears! May we, after over twenty years of storms and misfortunes, finally find repose in the shade of that ancient and revered scepter, that for eight centuries so gloriously governed France!

Our lords, we concur with the great measures for public welfare decreed by the Senate in the memorable sessions of the 1st and 2nd April; they have expressed the will of the French;

Paris, at the Palace of Justice, 3 April, 1814.

Signed Barris, chairman; Giraud Duplessis, *solicitor general*; chevalier Bouchau, Casseignes, Basire, Borel, Oudart, chevalier Vasse de Saint-Ouen, Pajou, Jourde, *solicitor general*. Minier, Liborel, Le Coutour, *solicitor general*; Busschop, Audier-Massillon, Liger de Verdigny, Chasle, Dutocq, Rataud, Babilie, Vallée, Gandon, Vergés, baron Botton de Castellamonte, Carnot, Pons, *solicitor general*; Lombard, De Avemann, Zangiacomì, L.B. Genevois, Bover, Bailly, Chabot del'Allier, Lefessier de Grandprey, Rousseau, Schwendt de Saint-Etienne, Cochart, De la Coste, Van Toulon.

J.B. Jalbert, *clerk of the court*

Paris, 5 April.

H.M. the Emperor of Russia, as soon as he had heard of the change of French government declared by the Senate, and the establishment of a provisional government, has, in the name of the allied powers, had proposed to Napoléon Bonaparte that he choose, for himself and his family, a place of retreat; and the Duke of Vicence has been charged with submitting to him this proposition. In doing so, the allied powers have primarily been motivated by the desire to end the bloodshed, and by the conviction that, if it were adopted by Napoléon, the work of general peace and re-establishment of internal calm in France will hardly take up the work of a day.

– The municipal body of Paris shall send a deputation to Marshal Marmont, thanking him for the noble efforts undertaken by him for the defense of Paris and to congratulate him for having provided the good example of obedience to the government that has just been established. Marshal Marmont is in Paris, and the corps of eight thousand men that he commanded has arrived at Versailles, where he receives the orders of the provisional Government.

– This morning, Marshals Mortier and Macdonald, and M. de Caulaincourt, were admitted to an audience with H.M. the Emperor of Russia. They came to propose the abdication of Buonaparte in favor of his son. This proposition was given no attention at all. The allied powers, amongst which, from this day, France may be reckoned, proposed to Buonaparte a retreat to the island of Elba, and an annual pension of six millions for himself and his family. Marshals Mortier and Macdonald, and M. de Caulaincourt, have departed this evening for Fontainebleau, where Buonaparte is, for the moment.

Address of the provisional government to the French people.

Frenchmen,

Having put aside civil discord, you chose as your leader a man who appeared on the world stage with characteristics of grandeur. You put all your hopes in him; these hopes were disappointed. All he founded on the ruins of anarchy was despotism.

He could at least, out of recognition, [have] become French like the rest of you. He never was. He never stopped undertaking, without aim or motive, unjust wars, as an adventurer who wants to be famous. In the space of a few years, he has devoured your riches and your population.

Each family is in mourning; all of France laments: he is deaf to our misfortunes. Maybe he is yet dreaming of his gigantic schemes, even when unheard-of reverses of fortune spectacularly punish the arrogance and abuse of victory.

He was incapable of reigning either in the national interest, nor even in the interest of his own despotism. He destroyed everything he wanted to create, and recreated everything he wanted to destroy. He believed only in force; today he himself is overwhelmed by force, as just returns for his insane ambition.

Finally, this tyranny without parallel has come to an end: the allied powers have just entered the capital of France.

Napoléon governed us like a king of barbarians; Alexander and his magnanimous allies spoke only the language of honor, justice and humanity. They came to reconcile with Europe a brave and unfortunate people.

Frenchmen, the Senate has declared that *Napoléon has forfeited his throne*; the fatherland is no longer with him; only another order of things can save it. We have known the excesses of popular licence and those of absolute power: let us re-establish true monarchy by limiting, with wise laws, the several powers of which it is composed.

May under the protection of a paternal throne, agriculture exhausted flourish anew; may commerce, loaded with hindrances, be free again; may youth no longer be cut down by arms before they have the strength to carry them, may the order of nature no longer be interrupted, and may the old one hope to die before his children! Frenchmen, let us come together: the past calamities will end, and peace will put an end to the commotions of Europe. The August allies have given their word for this. France will find repose from her long agitations and, better enlightened by the double ordeal of anarchy and despotism, regain happiness in the return to a titulary government.

5 April

Acts of the Provisional Government

The Provisional Government, being painfully informed that obstacles have been placed in the way of the Pope's return to his States, and deploring the continuation of such outrages which for so long have overwhelmed the courageous head that the Church wants back, commands that all hindrances to his voyage cease immediately, and that he be accorded, en route, all the honors that are his due.

The civil and military authorities are charged with the execution of the present decree.

Given at Paris, 2 April 1814.

By the Provisional Government,

Signed, Dupont (de Nemours), *secretary*

The Provisional Government, considering how odious it was, in and of itself, and contrary to the conventions that preceded the departure of H.M. the king of Spain, to keep his brother, the Infant D. Carlos, at Perpignan, commands that this prince be returned as promptly as possible, and with all the honors due his rank, to the first Spanish post.

The civil and military authorities are enjoined to take all necessary measures for the execution of the present order.

Given at Paris, 2 April 1814.

By the Provisional Government,

Signed, Dupont (de Nemours), *secretary*

Ministry of War

Paris, 5 April 1814

The commissioner at the war department has the honor to invite the gentlemen officers and military men of all ranks and all arms, who want to demonstrate their support for the new Government, to deposit with or address to the offices of the minister's personnel in Paris, their declaration along with their address [of abode].

The declarations that will be delivered directly to the various offices will be received from noon to 4 o'clock.

Signed, general count Dupont

Court of Accounts

Today 5 March 1814, all magistrates of the Court having convened in the grand chamber, following the convocation of the first president: he said:

“Gentlemen,

You all know the act dated the 2nd of the month, by which the Senate declared the French people released from all civil and military bonds with Napoléon Bonaparte.

The Legislative Body has given its support to this act; you have asked me to call for your assembly, so as to give you the means to express the sentiments this great event inspires in you, I hasten to satisfy your impatience.

The Senate has returned, to men worthy of the greatest confidence, the care of ending the course of misfortunes that have caused France to lament for so long. Let us, through acts of gratitude, express our thanks to this provisional Government whose wisdom and courage draw attention to itself with such brilliance.

Let us repay with immortal recognition the most distinguished act of magnanimity of which the annals of the World might keep the memory. The Emperor of Russia consoles two hundred thousand families with the return of unfortunate Frenchmen which the force of arms has placed in his power, and he hastens the fortunate moment which will give us back our brothers, our friends, our children. Of the peoples that they have striven to make us fear as enemies, the King of Prussia and his princes, reunited for the most beautiful of causes, mark their presence only with testimonials and proofs of amity. Today they are our allies, our friends, and we have not, for a long time, been as free as we are now, in the presence of these armed foreigners.

Let us join our wishes to those currently being made by all Frenchmen, that of seeing reborn, in the shade of a wise constitution, those days of glory and prosperity that have rendered France illustrious under the princes that governed her for eight centuries.

From all parts one hears the name “Bourbons.” All wishes urge on their return, they are approaching. A prince who will reign with a constitution, with justice and laws, will soon be returned to us. We are free to express the sentiments that move us for this family, that so many titles have rendered dear to France, and to declare our support for all measures taken by the Senate to assure the well-being of the French nation.

By unanimous motion, the members of the Court requested that the first president make his way to the provisional Government, the agency of those sentiments with which they are all instilled, to express their full and entire support for the measures taken by the Senate, by the Legislative Body and by the provisional Government; that minutes be drafted of the first president’s speech and of the present session, which was done.

At the palace of the court on day and year indicated below.

Signed, Barbé-Marbois, first president; Jard-Panvillier, Delpierre, Brière de Surgy, presidents; Feral, Dupin, Gounard, REGARDIN, baron Girod de l'Ain, Pierre-Charles de Chassiron, Duvidal, Dallet, Cordelle, Pajot jeune, Perrée, Gillet de Jacquesminière, Carret, Letourneur, Mouricault, G. Malès, Valadon, Terrible, Guillemain de Vaivres, Saint-Bagot, Briatte, Buffault, Caze Delabore, Sahut, Garnier, attorney-general; Guillaume, Spoelstra, Paulin Crassous, Duclos, de Gombert, Bouchard, Duriez, Perier de Trememont, Finot, REGARDIN jeune, Pajot, Garot, Prin, Bonnel, Hullin de Bois-Chevalier, Montet, Duchesne, Fourmontin, J. De Villeneuve, Courel, Farjon, Frestel, Roualle, Vial de Machurin, Dupont, Truet, Deleville, Carré, Michelin, Bralle, Parizot, Leferon Delaheuze, Beaulieux, L'huillier, Le Maître, Pierret, Gillot, C. Lewal, Darrimajou, Dalbaret, Bayeux, Delaistre, Monfouilloux, Luzier-Lamothe, Pernod, Faucond, Bartouilli, Colleau, Pacquier, Boyer, Duparc, Mallet, Chardon, Duboy, Maillard, Le Roux, Allix, Libert, H.A. Adrenier, Maugirard, de Monchanin.

Certified authentic copy,

De Marbois

Prefecture of the Department of the Seine

Extract from the register of decisions of the prefecture council of 4 April 1814

The members of the prefecture council of the Seine department, all present, Desroys, auditor of the Council of State, and the secretary, convened in council at the Hôtel-de Ville [sic];

Considering that the council of the prefecture is the only purely departmental authority in Paris; that the prefect, the secretary-general and the council-general of the department have pronounced, with the municipal body, on the great measures paving the way for the end of our long political agitations, and that the silence of the members of the prefecture council would constitute a character of indifference contrary to the true sentiments of its members;

Declare that they share the public satisfaction at the forfeiture of rights of Napoléon and his family, and that they await with confidence the wisdom of the Senate and the provisional Government, the constitutional pact which will return to us and establish forever in France the ancient race of our Kings.

Signed, *Marchand, Champion, Fain, Joubert and Leconte, Desroys and Bourcey*, secretary.

Bourcey, secretary

Imperial Court of Paris

The imperial Court of Paris has adopted the following decree:

The Court, all aware of the price of all the efforts which have finally delivered France from a tyrannical yoke;

Imbued with respect and admiration for the August princes, models of disinterest and magnanimity;

At the same time expressing their profound admiration for the noble race of kings who, for eight centuries, were the glory and well-being of France, and can alone bring back peace, order and justice in a fatherland where secret wishes never stopped invoking the legitimate sovereign;

Decrees its unanimous support for the forfeiture of rights of Bonaparte and his family, pronounced by the Senate's decree of the 3rd of this month; and that it, true to the fundamental laws of the realm, calls with all its means the head of the house of Bourbon to the hereditary throne of Saint Louis.

Commands that the present decree be printed, put up for public notice and sent to the commissioner of justice of the provisional Government.

The first president, signed Séguier

The chief clerk, signed Duplès

The magistrates of the Public Prosecutor's department at the imperial Court of Paris, moved by the need to freely announce their view concerning the decrees of the Senate these 2nd and 3rd April of the present month, with regard to the forfeiture of rights of the emperor Napoléon, and others relative to the foundations of the constitutional charter;

Declare that they support purely and simply all the acts and principles therein contained.

They express, at the same time, their formal wish that the hereditary royalty be conferred upon the head of the house of Bourbon, on the guarantee of a constitution which will forever assure the rights of the nation, the monarch, and the citizens.

The present decree shall be sent, in two certified copies, to H.E. chairman of the Senate, to H.H. the prince of Benévent, chairman of the committee of the provisional Government and to H.E. chairman of the Legislative Body.

Done and decreed within the assembly of the Public Prosecutor's department, 5 April 1814.

Signed, Legoux, attorney-general; Grandst, first solicitor-general; Girot, de l'Ain, solicitor-general; Freteau, Jaubert, Mallet, Legais, de la palme, Damenve, Gay, De Schoneu, Clahier, Agier, Lacave-la-Ploguer

Extract from the register of deliberations of the chamber of the college of solicitors at the Court of Cassation, of 4 April 1814.

The members making up the college of solicitors at the Court of cassation, spontaneously convened at the Palace of Justice;

Declare that they give thanks to the Senate and the provisional Government for the act releasing the French from the oath of obedience and loyalty to Napoléon Bonaparte and his family.

They await, with impatience, they call with united voices for the constitutional charter which will henceforth guarantee the public liberty, and return to France the descendants of Henry IV.

Signed, Champion, chairman; Mailhe, syndic; Darrieux, rapporteur; Mathias, secretary; Bosquillon, treasurer; Chabroud, Moreau, Camus, Loiseau, Cochu, dean; Flusin, vice-dean; Coste, Dupont, Pageaut, Gerardin, Becquey-Beaupré, Gueny, Lepicard, Deliége, Leroy Neufville, Guichard père, Guichard fils, Bouquet, Granié, Barbé, Troussel, Billont, Lavaux, Beranger, Camusat, Borrel, Jouselin, Badin, Sirey, Roger, Montplanqua, Duprat, Dard, Huart-Duparc, Bouchereau, Lagrange, Raoul.

To H.H. Mgr. the Prince of Benévent, president of the provisional Government.

Monseigneur,

The corps of the gendarmerie of Paris hastens to set before Y.H. its support for the organization of the provisional Government, and for all measures it may deem appropriate to take for the good of the fatherland. The officers and soldiers will compete in their zeal to merit the confidence of the Government, of which they desire to be more worthy with every day.

Monseigneur,

The very humble, and very obedient servants,

Signed, Bourgeois, colonel; Alain, Dyonnet, Ducosay, d'Olendon, captains, etc. etc.

To H.H. Mgr. the Prince of Benévent, president of the provisional Government.

Monseigneur,

The adjutants of the city of Paris, under the orders of the colonel of the gendarmerie, hasten to set before Y.H. their support for the organization of the provisional Government,

and for all measures it may deem appropriate to take for the good of the fatherland. These adjutants will compete in their zeal to merit the confidence of the Government, of which they desire to be more worthy with every day.

They have the honor to be, with the deepest respect, Monseigneur, of Y.H. the very humble and very obedient servants.

Signed, Chevaud, Giraud, Gasson, Bougeard-l'Etang, Duret, Parratte, Collinet, Aubert, Monthouart, Giget, Maution, Pouget, Martin, Tonnelot, Tonnaille, Beguinot, Béguin, Vanloo, Delestres, Villedieu, Hubert, Chemin, Mathieu, Prolant, Roch, Nerrier, Durand, Lamy-Layourdelle, Baillet, Simonin, Sersuch, Knab, Garnier, Brière, Passeur, Tehecq, Duvillard, John Livier, Rayard, Gallico Betiz, Bernard.

Paris, 5 April, 1814.

– The public is hereby informed that the *immense* quantity of letters held for over three years in the depositories of the administration of the post, as also those from England and other foreign countries, destined for this country, will be expedited to their addressees.

The director-general of posts, *Bourrienne*

The arch-treasurer regularly attends conferences in which the monarchical constitution which the provisional Government is preparing for France are being deliberated.

– Senator Siéyès, indisposed and unable to attend, sent in writing his support for all the Senate's deliberations.

Senator count Dedelay-d'Agier sent his support for the various decrees of the Senate, issued on the 1st and 4th of this month, expressing his regrets that his health has not allowed him to attend the sessions.

– The employees of the various ministries and administrations have been ordered to resume their functions, and have done so. Thus the work of the administration, which had been suspended for several days, will resume its usual course.

Copy of the letters of credence of the Commissioner appointed by H.M. Emperor of all the Russias, so as to reside near the provisional Government.

In distancing myself from Paris, I thought it necessary to make provision for the establishment of the most regular and frequent relations with the provisional government. I have, to this end, appointed my major-general Pozzo di Borgo to reside next to the same in the quality of commissioner-general.

I invite you, Gentleman, to lend credence to all that shall be, in a given case, said on my behalf, and to transmit to me, via his intermediary, all communications you desire to make to me. He enjoys my full confidence, and will certainly continue to do so, on this occasion, by not neglecting any means by which to cement the relations of peace and amity so happily established between Russia and France.

Accept, Gentlemen, the expression of my esteem.

Signed, Alexander

Paris, the March (4 April 1814)

From the Printing of the Journal